

Début des assemblées populaires pour soutenir la déclaration de faute absolue de Capriles.

Los Teques, 9 mai AVN – A partir de ce jeudi, le peuple organisé, les militants révolutionnaire du Parti Socialiste Uni du Venezuela (PSUV) et des partis alliés dans les Hauts de Miranda se déploient pour commencer la collecte de signatures pour soutenir la déclaration de faute absolue de la part du gouverneur de Miranda, Henrique Capriles Radonski, étant donné son manquement à ses responsabilités et devant son absence répétée de sa charge.

Lors d'une assemblée populaire qui a eu lieu sur la Place Bolivar de Los Teques, la juriste du Conseil Législatif de l'état Bolivarien de Miranda, Wysely Alvarez a indiqué que ces signatures qu'on est en train de collecter font partie de la lutte engagée par le peuple avec les députés du bloc socialiste du parlement de Miranda qui réclame « un gouverneur qui gouverne de manière efficace dans la région ou qui renonce à sa charge. »

« Nous sommes en train de faire un pas en avant avec le peuple en exigeant qu'il remplisse la charge pour laquelle il a été élu. Ce gouvernement est un gouvernement virtuel et manipulateur. Nous ne pouvons pas continuer à permettre qu'il se moque du peuple de Miranda. Nous avons un gouverneur qui n'est pas présent physiquement dans les communautés de l'état mais qui voyage quand cela lui semble mieux dans d'autres états et dans d'autres pays. Miranda mérite un gouverneur qui gère », a-t-elle noté.

Le Conseil Législatif, dans le cadre légal, vient exiger de Capriles qu'il assume ses responsabilités parce qu'il n'exerce pas la charge pour laquelle il fut élu le 16 décembre dernier par la majorité des habitants de Miranda.

Elle a indiqué que ces assemblées populaires auront lieu dans tout l'état et resteront en place dans les 21 municipalité pour la collecte de signatures qui permettraient au parlement régional d'évaluer la déclaration de faute absolue du gouverneur fondée sur l'article 67 de la Constitution de l'état bolivarien de Miranda.

« Assez de négligence, Capriles ! »

« Assez de négligence, Capriles , » a déclaré Lorenzo De Sousa, porte-parole de la Cour de Bataille Terepaima de la paroisse d'El Jarillo qui assista à la rencontre populaire volontairement pour soutenir fermement la demande de collecte de signatures car sa paroisse a souffert de manière palpable de l'absence de gouvernement et de la négligence de Capriles.

Il a rappelé que lors des fortes pluies d'août 2012, la route principale qui reliait El Jarillo à Los Teques subit de sévères dégâts, malgré cela, ils ne reçurent pas le soutien ou les soins du gouvernement de Miranda.

Il a soutenu que à El Jarillo, il y avait à ce moment-là plus de 10 000 habitants sans moyens de communication, si ça n'avait été par les organismes du gouvernement National qui, à travers la vice-présidence a assumé la réparation de la viabilité bien que cela soit de la compétence du gouvernement de l'état.

« Capriles ne gouverne pas et il manque de respect aux communautés populaires. Il a visité notre localité il y a plus de 4 ans, il n'est même pas venu lors de cette campagne et il a une secrétaire qui se contente de dire : « Je n'ai pas d'argent ».

elle a ajouté : « Nous avons vécu une tragédie au mois d'août 2012 et les autorités régionales ont été incapables de résoudre les problèmes de viabilité. El Jarillo n'a pas de module de Polimiranda, l'école d'état et les centres d'éducation primaire sont abandonnés.

Angel Mota est un habitant de la cité et fonctionnaire retraité de Polimiranda. Il a qualifié la gestion de Capriles comme étant la pire des 62 dernières années au vu de l'accumulation des dettes qu'elle a envers les services publics et devant l'abandon de la région.

« Si ce monsieur avait eu une morale , il aurait renoncé à la charge qu'il n'exerce pas, c'est un professionnel du mensonge envers le peuple. En 62 ans, c'est la pire gestion qu'ait eu Miranda, on doit de l'argent, aux policiers, ils ne nous ont pas payé l'homologation, à la Caisse d'Epargne, ils ne nous donnent pas les intérêts depuis plus de 7 mois, les primes de fin d'année ont été données en retard. Malheureusement, les serviteurs de l'Etat sont marginalisés », a-t-il commenté.

AVN 09/05/13

(traduction Françoise et Gaston Lopez)